



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 03 avril 2025

Le peso mexicain s'est apprécié de 2,80 % face au dollar américain suite à l'imposition de nouveaux droits de douane réciproques annoncée par le président Donald Trump ce mercredi 2 avril.

LE CHIFFRE A RETENIR

2,80 %

Appréciation du peso face au dollar en réaction aux annonces douanières de D. Trump ce mercredi 2 avril

Le Mexique et le Canada ont été exemptés de ces nouvelles taxes, grâce à l'accord commercial T-MEC qui lie les trois nations. Le taux de change s'est établi à 19,88 MXN pour 1 USD, en comparaison avec le taux de clôture de la veille, qui était de 20,46 MXN. Cela représente une amélioration notable de 57,32 centimes pour la devise mexicaine.

En outre, cette dynamique de renforcement du peso mexicain est alimentée par un recul généralisé du dollar. L'Indice Dollar (DXY), qui mesure la valeur du dollar par rapport à un panier de six grandes devises, a chuté de 1,97 %, atteignant 101,63 points. Ce déclin est en grande partie dû à une diminution des rendements des Bons du Trésor, obligations d'État à 10 ans, qui ont perdu 17,8 points de base par rapport à la veille. Cette situation est exacerbée par des craintes croissantes concernant l'impact économique potentiel d'une guerre commerciale, pesant sur la confiance des investisseurs.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Mexique échappe aux nouveaux droits de douane américains mais l'incertitude persiste pour certains secteurs. Le président américain Donald Trump a annoncé ce mercredi 2 avril la mise en place de nouveaux droits de douane réciproques pour plusieurs pays, tout en épargnant le Mexique et le Canada. Cette décision intervient dans un contexte où les États-Unis cherchent à imposer des taxes sur les importations en provenance des nations appliquant des droits de douane sur les exportations américaines. Pour le Mexique, principal partenaire commercial des États-Unis, cette exemption constitue un soulagement, sachant que plus de 80 % des exportations mexicaines sont destinées au marché américain dans le cadre du traité de libre-échange T-MEC, qui intègre également le Canada. Cette annonce a été saluée par la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, qui a souligné que cette décision reflétait la "bonne relation" entre les deux gouvernements. Toutefois, elle a précisé que le gouvernement mexicain préparait un « *plan intégral* », présenté ce jeudi 3 avril, pour répondre aux potentiels impacts affectant des secteurs clés de l'économie déjà soumis à des tarifs douaniers, tels que l'industrie automobile, l'acier et l'aluminium. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a par ailleurs indiqué que le Mexique cherchera à obtenir de meilleures conditions pour ses secteurs clés dans les 40 prochains jours, en maintenant un dialogue constant avec les États-Unis. A l'occasion de la conférence de presse matinale du jeudi 3 avril aux côtés de la présidente Sheinbaum, il a également souligné que la révision anticipée du T-MEC permettra d'améliorer les conditions commerciales du pays dans un contexte mondial en évolution.

Si la mesure d'urgence du président Donald Trump concernant le fentanyl et la migration était annulée, les droits de douane sur les exportations mexicaines et canadiennes pourraient être réduits de 25 % à 12 % pour les exportations non couvertes par le T-MEC. Cette décision, rendue publique par la Maison Blanche le 2 avril, stipule que seules les exportations conformes aux règles du T-MEC continueraient à bénéficier d'un traitement préférentiel, exempté de tarifs douaniers réciproques annoncés par Donald Trump. Les exportations qui ne respectent pas ces règles du T-MEC subissent actuellement un droit de 25 %, en vertu de l'application de l'*International Emergency Economic Powers Act*, loi fédérale américaine qui permet au président de réguler le commerce après avoir proclamé une urgence nationale en réponse à une menace exceptionnelle et extraordinaire en provenance de l'étranger. Cependant, si l'état d'urgence lié au fentanyl et à la migration était levé, les produits conformes au T-MEC continueraient à être exemptés tandis que les exportations ne remplissant pas les critères du traité verraient leur taux de droit de douane réduit de 25 % à 12 %.

D'après la Banque centrale du Mexique (Banxico), les envois de fonds (*remesas*) auraient baissé de 0,8 % en glissement mensuel (g.m.) au mois de février, premier mois d'exécution des mesures anti-immigration de Donald Trump. Le montant des *remesas* se serait élevé à 4,46 Mds USD, en baisse par rapport aux 4,66 Mds USD reçus au mois de janvier et représentant le montant mensuel le plus bas reçu depuis janvier 2024. Cette modération des envois de fonds pourrait s'expliquer par le durcissement des politiques migratoires aux Etats-Unis, enjeu central pour l'administration de D. Trump qui a pris ses fonctions le 20 janvier. Le renforcement du contrôle migratoire et le durcissement du discours autour de cette question pourrait avoir eu un impact sur l'emploi et les comportements d'envoi de fonds des immigrants craignant une expulsion. Pour rappel, les *remesas* ont enregistré un nouveau record en 2024 (64,7 Mds USD), résultat d'une accumulation historique des transferts de fonds qui découle de onze années consécutives de croissance. Cependant une modération constante du rythme des flux de *remesas* est enregistrée depuis 2022 (+12,1 % en 2022 ; +7,6 % en 2023 ; +2,3 % en 2024). Au total, plus de 11 millions d'adultes au Mexique seraient bénéficiaires d'envois de fonds, qui proviendraient à 96,6 % des Etats-Unis où vivent environ 26 millions de Mexicains et de descendants de Mexicains.

Le taux de chômage au Mexique est resté stable à 2,5 % en février 2025, malgré un recul de la population active et une baisse du taux de participation économique. Selon l'Enquête nationale sur l'emploi et l'occupation (ENOE) publiée par l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), la population économiquement active a diminué de 207 000 personnes sur un an pour s'établir à 60,7 millions, tandis que la population occupée a reculé de 236 000 personnes par rapport à février 2024. Cette contraction s'accompagne d'une baisse de la participation économique, qui s'est établie à 58,7 %, contre 60,2 % un an plus tôt. La tendance est plus marquée chez les femmes, dont le taux de participation a chuté de 1,6 point de pourcentage (pp), contre 1,4 pp pour les hommes, illustrant une diminution de leur présence sur le marché du travail. Par ailleurs, la population non économiquement active a augmenté de 2,4 millions de personnes, atteignant 42,7 millions, dont 5,2 millions se déclarent disponibles pour travailler sans avoir entrepris de démarches. En outre, dans ce contexte, la sous-occupation a légèrement reculé à 6,3 %, tandis que le taux d'informalité est resté stable à 54,5 %, soulignant la persistance des fragilités du marché du travail mexicain.

Le patrimoine cumulé des 22 plus riches Mexicains figurant sur la liste Forbes pour 2025 s'établirait à 167,4 Mds USD, représentant plus de 9 % du PIB du Mexique, mais aurait enregistré une baisse de 16 % par rapport à l'année précédente (199,4 Mds USD). La fortune des Mexicains figurant sur la liste de Forbes pour 2025 équivaut en outre à près de 37 % des dépenses du gouvernement mexicain pour cette année. Une fois de plus, Carlos Slim se hisse au sommet du classement pour le Mexique, suivi de Germán Larrea, María Asunción Aramburuzabala et Alejandro Bailleres. La fortune de Carlos Slim, propriétaire de Grupo Carso, América Móvil,

Telmex, entre autres, est estimée à 82,5 Mds USD, soit 19,1 % de moins que l'année précédente, lorsque sa fortune était estimée à 102 Mds USD. Germán Larrea, à la tête de Grupo Mexico, un conglomérat d'entreprises détenant des participations dans les secteurs minier et ferroviaire, détiendrait une fortune estimée à 28,6 Mds USD en 2025, un chiffre supérieur de 2,5 % aux 27,9 Mds USD estimés en 2024. Carlos Slim et Germán Larrea sont les seuls Mexicains à figurer dans le top 100 des personnes les plus riches du monde. Les patrimoines de María Asunción Aramburuzabala, à la tête de Tresalia Capital et actionnaire de Grupo Modelo, et de Alejandro Bailleres Gual, qui dirige le Grupo Bal, un conglomérat d'entreprises qui possède des sociétés telles que Peñoles, Palacio de Hierro et GNP, seraient de leur côté estimés à 9 Mds USD (+42,8 %) et 8,1 Mds USD (+11 %) respectivement. Pour rappel, Oxfam a publié un rapport en février soulignant que le nombre de milliardaires au Mexique avait plus que doublé au cours des six années de mandat d'Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), passant de 10 à 22, et qu'aucun impôt sur les grandes fortunes n'était en place pour limiter le développement de « *dynasties familiales* ».

Sectoriel

En mars 2025, la confiance des entreprises aurait chuté à 49,4 % g.m. tandis que les investisseurs restent préoccupés par l'imposition de droits de douanes par le président américain Donald Trump. Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), l'Indicateur de Confiance des Entreprises (ICE) n'avait pas connu de baisse aussi significative (-9,9 % par rapport à 2023) depuis la pandémie de Covid-19 il y a cinq ans. Ce niveau reflète l'inquiétude des entrepreneurs face à la décision imminente des Etats-Unis d'imposer de nouvelles barrières commerciales. L'indicateur ne fait en effet que baisser depuis la victoire de Donald Trump en novembre 2024. Son passage en-dessous de la barre des 50 % témoigne du pessimisme des entrepreneurs. Tous les secteurs sont touchés par ce pessimisme. Les services ont enregistré la chute la plus importante de confiance des entreprises (-11,1 % g.a.), suivis par la construction (-10 % g.a.), le commerce (-9,1 % g.a.) et la manufacture (-7,9 % g.a.). Par ailleurs, la Confédération Patronale de la République Mexicaine (Coparmex) a informé que, selon sa dernière estimation, seulement 38,3 % de ses membres considèrent le dernier trimestre 2024 comme un bon moment pour investir.

Le gouvernement fédéral mexicain devrait investir 7,7 Mds USD pour des infrastructures ferroviaires de passagers et de fret. Le directeur général de l'Agence Régulatrice du Transport Ferroviaire, André Lajous, a expliqué que le programme de trains de passagers impulsé par la présidente Claudia Sheinbaum concernerait, pour cette première phase, quatre routes prioritaires : Mexico-Pachuca, Mexico-Querétaro, Querétaro-Irapuato et Saltillo-Nuevo Laredo. Les travaux n'ont pas encore commencé, les projets étant encore en phase d'étude (Mexico-Querétaro et Saltillo-Nuevo Laredo), de consultation citoyenne (Mexico-Pachuca) ou d'appel d'offres (Querétaro-Irapuato). Ces projets se réalisent en

collaboration avec plusieurs ministères tels que, entre autres, les infrastructures, communications et transports (SICT), la défense nationale (Sedena), le développement agricole, territorial et urbain (Sedatu) et l'environnement et les ressources naturelles (Semarnat). Le budget de 7,7 Mds USD couvrira également les dépenses destinées aux infrastructures du Tren Maya et du Corridor Interoceánico de Tehuantepec.

Finances publiques

Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) a présenté son nouveau scénario macroéconomique et budgétaire pour 2025 et 2026, qui comprend notamment une révision à la baisse pour la prévision de croissance pour 2025 (désormais comprise entre 1,5 % et 2,3 %). Les Pré-Critères de Politique Economique Générale 2026 présentés par la SHCP restent optimistes quant au scénario de croissance pour 2025, malgré une réduction de la fourchette de prévision qui était de 2-3 % dans la proposition de budget (*Paquete Economico 2025*) présentée en novembre dernier. La Banque centrale du Mexique (Banxico) et le dernier consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi tablent sur une croissance de 0,6 %, nettement inférieure au point médian de la fourchette prévue pour 2025 par la SHCP (1,9 %), tandis que la dernière enquête sur les attentes du secteur privé de Banxico fait état d'une perspective encore plus dégradée, avec une prévision de 0,4 %. Pour 2026, la SHCP prévoit un taux de croissance compris entre 1,5 et 2,5 %. D'autres indicateurs macroéconomiques utilisés pour estimer l'évolution des finances publiques ont également été révisés dans les Pré-Critères de Politique Economique Générale 2026. Le taux de change du peso face au dollar fin 2025 a été revu à la hausse, passant de 18,5 MXN/USD dans le budget 2025 à 20,00 MXN/USD tout comme l'estimation du prix du pétrole mexicain à l'exportation (*Mexican Export Blend*), passant de 57,8 à 62,4 USD par baril. Le taux d'inflation et de taux d'intérêt directeur prévus pour la fin de l'année sont restés inchangés, à 3,5 % g.a. et 8 % respectivement.

Le déficit public pour 2025 est désormais estimé entre 3,9 et 4 % du PIB par la SHCP (contre 3,9 % prévu dans le budget 2025) et la dette publique à 52,3 % (contre 51,4 % précédemment). La SHCP reste cependant optimiste quant à la possibilité de réduire le déficit en 2026, avec une estimation comprise entre 3,2 et 3,5 %. Malgré l'environnement incertain et les risques de contraction de l'économie mexicaine en lien avec les mesures protectionnistes adoptées par les Etats-Unis, la SHCP s'attend à une augmentation des recettes par rapport à ce qui avait été approuvé dans le budget 2025 (+352 M USD), principalement grâce à une hausse des revenus pétroliers dynamisées par l'augmentation des prix internationaux du pétrole brut et du gaz naturel, en plus de la dépréciation du taux de change (qui compensent partiellement la baisse de la production pétrolière). Une hausse des dépenses totales du même montant (+352 M USD) est également prévue, s'accompagnant d'une réaffectation des dépenses au profit des programmes

sociaux et des « *projets d'investissement ayant un impact direct sur le bien-être de la population et le développement économique régional* » (+1 Md) et au détriment notamment des participations aux entités fédérales et aux municipalités. Une augmentation du coût financier de la dette, estimée à 113 M USD et principalement liée à l'effet de la dépréciation du taux de change sur le service de la dette extérieure, est également prévue.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	03/04/2025
Bourse (IPC)	3,46%	-6,57%	54 633,66 points
Change MXN/USD	-1,67%	21,45%	19,97
Change MXN/EUR	0,59%	23,50%	22,07
Prix du baril mexicain	2,68%	-12,23%	68,59

Amérique centrale

Costa Rica

Le ministère des Finances du Costa Rica a publié le Cadre budgétaire à moyen terme (MFMP) 2025-2030, dans lequel il prévoit une réduction de la dette publique passant à 54,2 % du PIB en 2030 (contre 59,8 % en 2024), avant de se rapprocher de 50 % en 2035. Pour rappel, le MFMP est un document qui détaille les projections des recettes, des dépenses, de la dette publique et des besoins de financement pour le gouvernement central et le secteur public non financier. En complément de la diminution de la dette, le gouvernement prévoit une réduction des dépenses publiques de 18,1 % du PIB en 2025 à 16,7 % en 2030, tandis que la charge d'intérêts devrait diminuer de 4,6 % à 3,6 % du PIB sur la même période. Le ministère a souligné que ces projections dépendaient de la stabilité des variables macroéconomiques et qu'il était primordial de poursuivre la discipline budgétaire pour atteindre ces objectifs.

Selon l'Office de promotion du commerce extérieur (Procomer), les exportations de biens du Costa Rica ont atteint 3,26 Mds USD au cours des deux premiers mois de 2025, enregistrant une augmentation de 9,9 % g.a.. Cette croissance est principalement attribuée au secteur des équipements de précision et médicaux, qui a enregistré une hausse de 26 % g.a., soit 311 M USD supplémentaires. En revanche, les secteurs agricole et alimentaire ont subi des baisses de 0,01 % et 6 % g.a. respectivement, en raison de la diminution des exportations d'ananas, de bananes, de sirops et de concentrés pour boissons gazeuses. Par ailleurs, Procomer note qu'entre décembre et février, les exportations alimentaires enregistrent généralement des montants relativement bas. Au cours des deux premiers mois de 2025, les exportations des secteurs de la pharmacie, de la chimie (+3 %), de la métallurgie (+2 %), de la plasturgie (+7 %), de l'élevage et de la pêche (+4 %) ont également progressé tandis que les exportations des secteurs de l'électricité et de l'électronique (-5 %) et du caoutchouc (-2 %) ont enregistré des baisses.

El Salvador

La Banque Mondiale approuve un prêt de 150 M USD pour l'énergie géothermique au Salvador. Le projet vise à soutenir le Salvador en augmentant sa capacité de production d'électricité renouvelable et en exploitant la chaleur géothermique pour des usages directs, ce qui favorisera le développement des entreprises agricoles locales. L'investissement prévoit des améliorations dans l'exploration et l'évaluation des ressources géothermiques ; la construction d'une centrale de production d'électricité ; la conduite de programmes sociaux et environnementaux. L'entreprise publique LAGEO procédera à l'installation d'une centrale géothermique de 25 MW maximum, qui sera reliée au réseau de

transmission électrique national. Des travaux exploratoires seront également réalisés pour faciliter le développement de jusqu'à 40 MW de capacité d'énergie renouvelable pour la production d'électricité. La Banque mondiale a précisé que ce prêt à taux variable est financé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour une durée de 30 ans, avec une période de grâce de 6 ans. Selon des chiffres officiels, 20,04 % de l'énergie au Salvador est produite par les 5 centrales géothermiques du pays.

Le système bancaire salvadorien continue d'afficher des performances solides et stables, enregistrant une augmentation de 8,2 % g.a. du crédit en 2024. Une analyse de l'agence de notation Feller Rate indique qu'en décembre 2024, les actifs totaux des banques ont dépassé les 25 Mds USD (+8 % g.a.) soulignant la solidité du secteur bancaire et la capacité des institutions financières de continuer à s'étendre. Les chiffres montrent que le portefeuille brut de crédits a augmenté de 1,2 Md USD, dépassant 17 Mds USD (+8,2%). Le crédit, qui constitue un moteur pour l'économie nationale, a circulé de manière continue en 2024 vers tous les secteurs économiques. Les secteurs du commerce, de la consommation et de la construction ont été les principaux bénéficiaires du crédit, bien que l'énergie et le tourisme aient également contribué positivement à sa croissance.

Guatemala

Le directeur général de l'International Finance Corporation (IFC - groupe Banque mondiale) a rencontré le président Arévalo pour analyser les opportunités au Guatemala. Dans le cadre de sa première visite au Guatemala en tant que directeur général de l'IFC, Makhtar Diop a rencontré le président Bernardo Arévalo pour discuter de nouvelles opportunités d'investissement dans le pays et échanger sur le programme de l'IFC, avec un accent particulier sur l'infrastructure et l'expansion de l'inclusion financière pour créer des emplois de qualité. M. Diop a réaffirmé le soutien de l'IFC pour le développement d'infrastructures cruciales pour le pays, en particulier par le biais de partenariats public-privé (PPP), et a souligné que, durant le dernier exercice fiscal, l'organisation a engagé un montant record de 677 M USD au Guatemala. Parmi les projets récents de l'IFC au Guatemala figurent un prêt de 150 M USD à Banco Industrial pour promouvoir des crédits pour des logements durables et abordables, stimuler les finances vertes et soutenir les PME dirigées par des femmes, ainsi qu'un investissement de 175 M USD dans Energuate pour étendre l'accès à l'électricité à près de 90 000 personnes, principalement dans les zones rurales.

Les exportations du Guatemala auraient atteint une valeur de 1,2 Md USD en janvier 2025, soit une augmentation de 4 % g.a. Les produits traditionnels d'exportation tels que les produits agricoles ont renforcé leur présence sur les marchés internationaux, avec des exportations d'une valeur de 311 M USD, soit une augmentation de 8 % g.a. Les produits non traditionnels ont atteint 902 M USD, avec une variation positive de 3 % g.a., selon l'Agence guatémaltèque des exportateurs (Agexport). Le café non torréfié (48 M USD, +100 % g.a.) et le sucre de

canne (28 M USD, +163 % g.a.) ont enregistré de fortes progressions. D'autres produits comme l'éthanol pur (7 M USD, +222 % g.a.), la mélasse de canne (5 M USD, +166 % g.a.) et l'énergie électrique (8 M USD, +81 % g.a.) ont également enregistré des hausses significatives. Concernant les destinations des exportations, l'Amérique du Nord a été la région enregistrant la plus grande valeur (462 M USD), suivie de l'Amérique centrale (443 M USD) et de l'Europe (93 M USD). Les prévisions officielles estiment que les revenus du Guatemala provenant des exportations atteindront 15,1 Mds USD en 2025, avec une augmentation de 4 % g.a., après une hausse de 2,8 % g.a. l'année précédente.

Le Guatemala a lancé la marque *Guatemala exporta todo lo bueno* pour promouvoir ses produits, notamment sur le marché de l'Union européenne. L'image de cette marque, inspirée de la Monja Blanca (une fleur symbolique du pays), cherche à représenter la durabilité, la qualité et l'innovation, et sera promue sous le slogan *Guatemala exporae todo lo bueno*. En 2024, les exportations ont atteint 14,5 Mds USD, selon le vice-ministre de l'Économie, Héctor Marroquín, en hausse de 2,8 % g.a.. Les principaux produits exportés étaient les vêtements, les bananes, le café et le sucre. L'Amérique centrale a été le principal marché, suivie par les États-Unis et le Mexique. Le lancement de la nouvelle marque vise à accroître la présence du Guatemala sur les marchés internationaux, avec une attention particulière portée à l'Union européenne.

Honduras

L'investissement direct étranger (IDE) a atteint 993,9 M USD en 2024, en baisse de 7,7 % par rapport à l'année précédente, d'après la Banque centrale du Honduras (BCH). La principale composante des IDE au Honduras est le réinvestissement des bénéfices, qui a totalisé 965,9 M USD en 2024. Par activité économique, les activités financières et d'assurances arrivent en tête, totalisant 542,8 M USD, suivies par l'industrie manufacturière avec 129 M USD, l'électricité, le gaz et l'eau avec 111,1 M USD, puis le secteur des *maquilas* avec 58 M USD. Selon le rapport publié par la BCH, le pays qui a le plus investi au Honduras en 2024 a été la Colombie, pour un montant total de 298,2 M USD, principalement dans le secteur financier et des assurances. Elle est suivie par les Bermudes avec 162,1 M USD, la Panama avec 161,1 M USD, le Mexique avec 147,1 M USD, le Guatemala avec 124,3 M USD, la Belgique avec 119,9 M USD et enfin l'Espagne avec 77,9 M USD.

Nicaragua

Les envois de fonds (*remesas*) ont augmenté de 22,6 % g.a. au cours des deux premiers mois de l'année 2025, atteignant 909,1 M USD d'après la Banque centrale du Nicaragua (BCN). Sur ce total reçu entre janvier et février, 83,7 % des flux provenaient des États-Unis (760,8 M USD), suivis du Costa Rica avec 7,5 % (68,2 M USD), et de l'Espagne avec 5,3 % (48,6 M USD), représentant ensemble 96,5 % du total reçu durant les deux premiers mois de 2025. Près de 20 % de la population

nicaraguayenne, estimée à 6,85 millions, vit à l'étranger, principalement aux États-Unis et au Costa Rica, et il est estimé que la moitié d'entre eux vivent sans papiers. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), au moins 6,5 % de la population nicaraguayenne a quitté le pays entre le début de la crise en avril 2018 et juin 2023.

L'Assemblée nationale du Nicaragua a autorisé un prêt de 69,15 M USD à une entreprise chinoise pour la construction d'une centrale de génération d'énergie éolienne. Le prêt a été envoyé en urgence par les co-présidents, Daniel Ortega et Rosario Murillo, et a été approuvé rapidement par le pouvoir législatif. L'accord de facilité de crédit a été signé entre le ministère des Finances et du Crédit public du Nicaragua et l'entreprise China Communications Construction Company Limited (CCCC). Les fonds seront utilisés pour financer la conception, l'approvisionnement, la construction et la mise en service de la centrale El Barro, avec une capacité de 55,2 MW et un investissement total de 81,3 M USD. Le prêt a une durée de 10 ans, avec une période de grâce de 30 mois et un taux d'intérêt de 4,45 %, selon l'accord de facilité. Wálmaro Gutiérrez, président de la Commission économique de l'Assemblée Nationale, a précisé que depuis 2007, lorsque les *sandinistes* sont revenus au pouvoir, un total de 4,88 Mds USD ont été investis dans le secteur de l'électricité, soit une moyenne annuelle de 271,1 M USD, et que pendant cette période, 33 nouvelles centrales électriques ont été construites. Il a précisé que la capacité de production totale du Nicaragua est de 884 MW, dont 439 MW à base de pétrole, 186 MW en énergie éolienne, 103 MW en biomasse, 67 MW en géothermie, 53 MW en hydroélectricité, 29 MW en énergie solaire et 7 MW dans des centrales isolées sur la côte Caraïbe. En 2024, l'endettement extérieur du gouvernement du Nicaragua auprès des entreprises chinoises a atteint 919,72 M USD.

Panama

Le groupe danois AP Moller - Maersk a annoncé l'acquisition, par sa filiale APM Terminals, de Panama Canal Railway Company (PCRC) auprès de Canadian Pacific Kansas City Limited et du groupe Lanco/Mi-Jack, propriétaire actuel du chemin de fer reliant Panama à Colón. Ce chemin de fer, long de 76 km, parallèle au Canal de Panama (et dont la construction lui est antérieure), assure le transport de marchandises (notamment conteneurisées) par rail entre les terminaux portuaires des façades Atlantique et Pacifique. Il a notamment été utilisé de façon extensive lors de la sécheresse qui avait réduit le tirant d'eau disponible dans le Canal et le nombre de transits quotidiens pendant la sécheresse 2023/2024. En 2024, il aurait généré un chiffre d'affaires de 77 M USD avec une capacité de 10 trains dans chaque direction toutes les 24 heures. La capacité maximale serait de 32 trajets quotidiens. Le volume de manutention est estimé à environ 500 000 conteneurs

par an, avec un potentiel d'extension à 2 millions de TEU¹ annuellement. Cette acquisition, annoncée quelques semaines après le projet d'acquisition de deux terminaux portuaires (Balboa et Cristobal) par Blackrock, allié à la compagnie maritime italo-suisse MsC, renforce la présence d'APM - Maersk au Panama, où la compagnie opère depuis 1917. Cette opération pourrait, selon les spécialistes, positionner la compagnie comme partenaire stratégique pour le projet de port de Corozal (adjacent au terminal de Balboa).

Le conglomérat CK Hutchison, propriété du milliardaire de Hong-Kong Li Ka-Shing, a reporté la signature de l'accord visant à vendre ses opérations portuaires stratégiques dans 23 pays dont celles de deux terminaux portuaires dans la zone du canal de Panama à un consortium mené par BlackRock et MsC pour un montant de 22,8 Mds USD. Initialement prévue pour le 2 avril, cette transaction serait retardée en raison de l'enquête ouverte par l'Autorité chinoise en charge de la Régulation du Marché dans une optique de « *protéger la concurrence loyale sur le marché et l'intérêt public* ». Les autorités chinoises (dont le Président Xi Jinping) ont en effet exprimé des préoccupations concernant la vente, notamment en raison de l'influence américaine potentielle sur cette voie navigable stratégique. Pour rappel, le 4 mars 2025, le conglomérat CK Hutchison et un consortium composé de Blackrock, Global Infrastructure Partners (GIP, racheté par Blackrock en octobre 2024) et Terminal Investment Limited (TIL) ont annoncé un accord de principe pour l'acquisition par le consortium de 90 % des parts de Hutchison Ports Holding (HPH) dans Panama Ports Company. PPC opère actuellement deux terminaux portuaires de part et d'autre du Canal de Panama. Parallèlement, le consortium achètera 80 % des participations « *effectives et de contrôle* » de CK Hutchison dans 43 ports dans le monde. Un audit de PPC est en cours par le bureau du Contrôleur général de la République. Dans cette perspective, le président panaméen, José Raul Mulino, a annoncé son intention de rencontrer les directeurs de tous les ports du pays ainsi que les entités de sécurité concernées, notamment l'Autorité Nationale des Douanes, l'Autorité Maritime du Panama et la Zone libre de Colon. Il a exprimé des préoccupations concernant la coopération en matière de sécurité, qu'il juge minimale et déficiente, entre les administrations portuaires et ces entités, dans un contexte de tensions entre Washington et Pékin.

¹ Twenty-foot Equivalent Unit (unité équivalente vingt pieds) : mesure utilisée dans le transport maritime pour quantifier la capacité des conteneurs. Un TEU correspond à un conteneur standard de 20 pieds de long, 8 pieds de large et 8,5 pieds de haut.

Caraïbes

Bahamas

Les Bahamas risquent une augmentation de 50 à 60 % des coûts de transport maritime si l'administration étatsunienne met en œuvre son projet d'augmentation des frais portuaires pour les bateaux construits en Chine. Dans cette perspective, les entreprises bahaméennes, qui dépendent très largement des importations américaines, pourraient voir leurs coûts d'expédition augmenter si les États-Unis imposent cette surtaxe (laquelle pourrait atteindre 1,5 M USD par escale). Le Caribbean Shipowners Association (CSA) et le secteur privé régional envisagent de solliciter une exemption auprès du Bureau du représentant américain au Commerce en s'appuyant sur les accords commerciaux existants. Ils soulignent que cette taxe pourrait nuire aux exportateurs américains en réduisant leur compétitivité et inciter les entreprises caribéennes à modifier leurs chaînes d'approvisionnement. Le CSA aurait également insisté sur l'impact disproportionné que cette taxe aurait sur les petits navires, qui disposent de moins de fret pour répartir le coût supplémentaire. Rupert Roberts, propriétaire de Super Value, principale chaîne de supermarchés des Bahamas, estime que cette taxe pourrait entraîner une inflation de 25 % aux Bahamas, les frais de transport dépassant le coût des marchandises expédiées.

Cuba

Malgré la crise, l'investissement dans le tourisme à Cuba continue. Alors que Cuba traverse aujourd'hui une grave crise économique et connaît de nombreuses pénuries, les investissements dans le secteur du tourisme n'ont cessé de s'accroître, au détriment d'autres secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, ou l'industrie. Selon les données publiées par l'Office Nationale de Statistiques de Cuba (ONEI), le tourisme est resté, en 2024, le secteur le plus favorisé avec 37,4 % du total (1,5 Md USD) des investissements, suivi des industries de la construction (17,4 %), la distribution d'électricité, de gaz et d'eau (12,9 %), et le transport, stockage et communications (9,7 %). En revanche, seulement 2,7 % du budget a été consacré à l'agriculture, pourtant déclaré comme secteur prioritaire par les autorités. Cette prépondérance du secteur interpelle alors que le taux d'occupation des hôtels, était tombé sous les 30 % en 2024. Avec 2,2 millions de touristes reçus en 2024 (contre 2,4 millions en 2023), Cuba a enregistré son plus faible résultat depuis 17 ans, sans compter les années 2020 et 2021, fortement touchées par la crise sanitaire. Le développement continu du parc hôtelier tiendrait néanmoins surtout à l'appétit en devises de l'armée cubaine dont la structure économique contrôle largement le secteur (plus de 60 % de l'offre touristique).

Grenade

En mars 2025, le gouvernement de la Grenade a créé le ministère de l'Économie Bleue et des Affaires Marines, doté d'un budget de 13,7 M USD et visant à attirer 37 M USD d'investissements d'ici 2030. En effet, la Grenade, dotée d'un territoire océanique de 26 000 km², soit 75 fois sa superficie terrestre, mise sur l'économie bleue pour son développement durable. Les piliers clés du *Plan Directeur de Croissance Bleue* de 2016 incluent notamment la gestion durable des ressources marines, la transformation des pêcheries, la diversification de l'économie bleue, l'autonomisation des communautés côtières et le renforcement institutionnel. Par ailleurs, la Grenade s'est engagée dans la conservation marine en signant le Traité des Nations Unies sur la Biodiversité marine en décembre 2024. Cette initiative de Grenade s'inscrit en parallèle de la huitième réunion du Conseil des ministres du tourisme de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECO), qui s'est tenue à Saint-Vincent-et-les-Grenadines le 28 mars 2025 et au cours de laquelle les ministres ont approuvé la *Politique de tourisme durable 2025-2035*, initiative financée par la Banque mondiale dans le cadre du projet « Libérer le potentiel de l'économie bleue dans les Caraïbes ».

Haïti

Le Conseil des ministres de Haïti examine actuellement le budget rectificatif pour l'exercice fiscal 2024-2025, après l'adoption du budget général le 30 septembre 2024. L'enveloppe globale adoptée en 2024 s'élevait à 323,4 Mds HTG (soit environ 2,4 Mds USD), enregistrant une hausse de 26,9 % par rapport au budget rectificatif 2023-2024 (environ 1,9 Md USD). Les recettes domestiques représentaient environ 66,7 % du budget, soit 1,6 Md USD, complétées par 23,2 % de dons internationaux avec 575,5 M USD. Un endettement modéré, représentant 10 % de l'enveloppe fiscale et principalement composé de bons du Trésor, était envisagé. Les dépenses courantes devaient atteindre 1,3 Md USD, représentant 54,3 % du budget, tandis que les dépenses de capital s'élevaient à 1 Md USD, soit 45,7 % de l'enveloppe globale. Au T1 2025, le ministre de l'Économie et des Finances a annoncé une hausse budgétaire de 1,5 %, portant l'enveloppe totale à 2,5 Mds USD. Environ 236 M USD seront consacrés au renforcement de la Police Nationale d'Haïti (PNH). En parallèle, le pays continue de bénéficier de l'appui des institutions financières internationales pour consolider sa gouvernance économique et renforcer la stabilité du pays. Dans cette perspective, le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a approuvé un nouveau cadre de partenariat stratégique pour la période 2025-2029 tandis qu'un nouveau programme de référence sur 12 mois a été mis en place par le FMI.

République Dominicaine

Le gouvernement dominicain officialise le lancement des comités sectoriels de Meta RD 2036, un projet stratégique visant à doubler le PIB réel d'ici 2036. Créés par le décret 337-24, ces comités réunissent des acteurs publics, privés et des organisations internationales dans le but de concevoir des stratégies de développement dans 12 secteurs clés dont l'industrie, les zones franches, le tourisme, l'énergie et l'innovation. L'initiative s'inscrit dans la continuité des priorités économiques du gouvernement pour la période 2024-2028, qui mettent l'accent sur la compétitivité, l'innovation et l'amélioration des conditions de vie. Elle reflète également une volonté d'aligner la politique économique du pays avec les dynamiques régionales et mondiales, dans un contexte marqué par la nécessité de renforcer la résilience face aux chocs externes. La supervision du projet est confiée à la Commission des objectifs de la RD 2036, présidée par le ministre de la Présidence et composée du ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement (MEPyD) et du Conseil national de la Compétitivité (CNC). Pour atteindre ses objectifs, Meta RD 2036 devra s'appuyer sur des réformes structurelles profondes, un climat des affaires stable et une résilience économique certaine, tout en maintenant un équilibre entre croissance économique, inclusion sociale et soutenabilité.

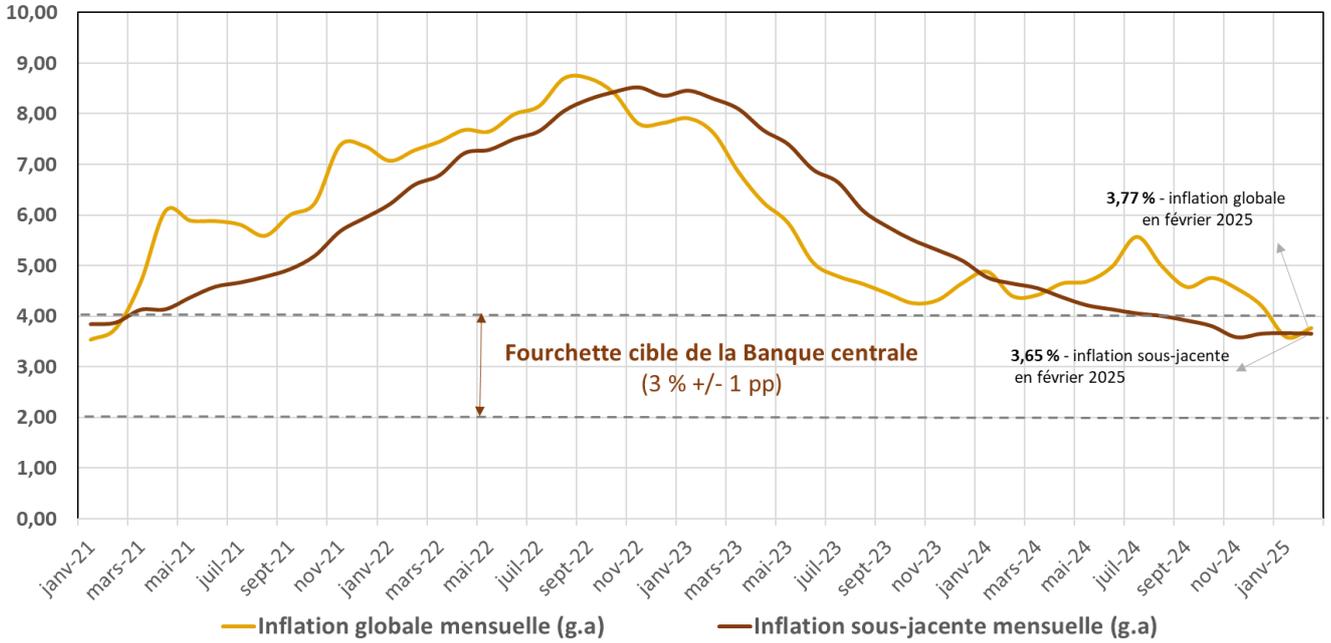
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dettes publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,50%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,25%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

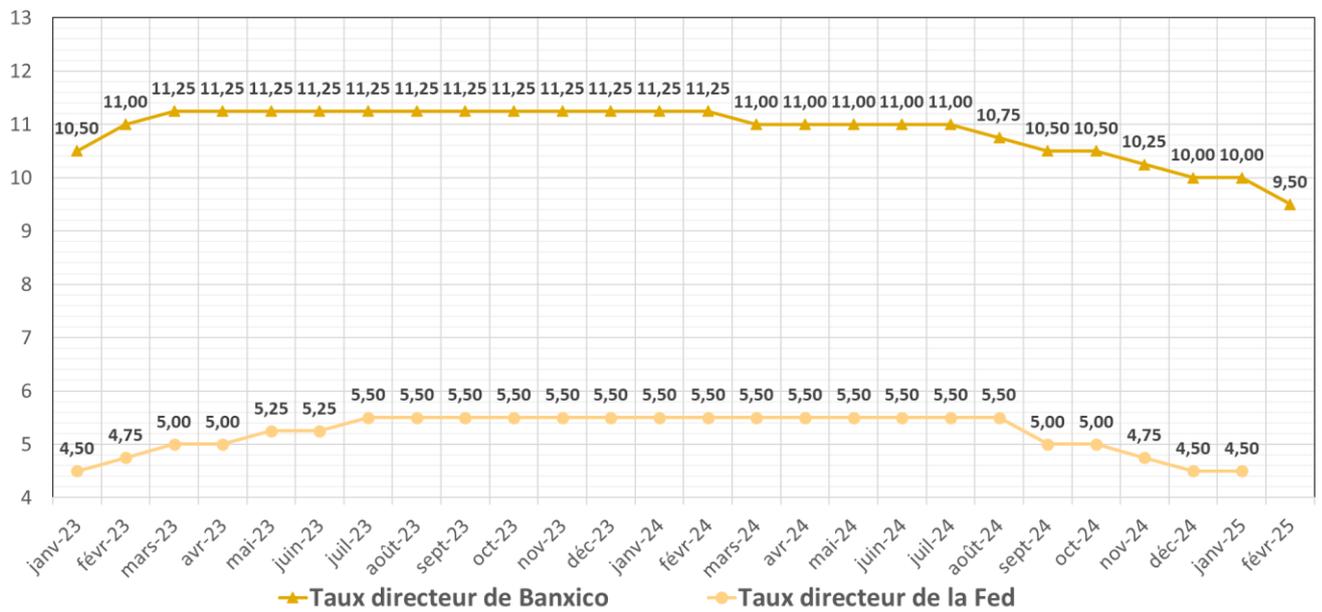
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

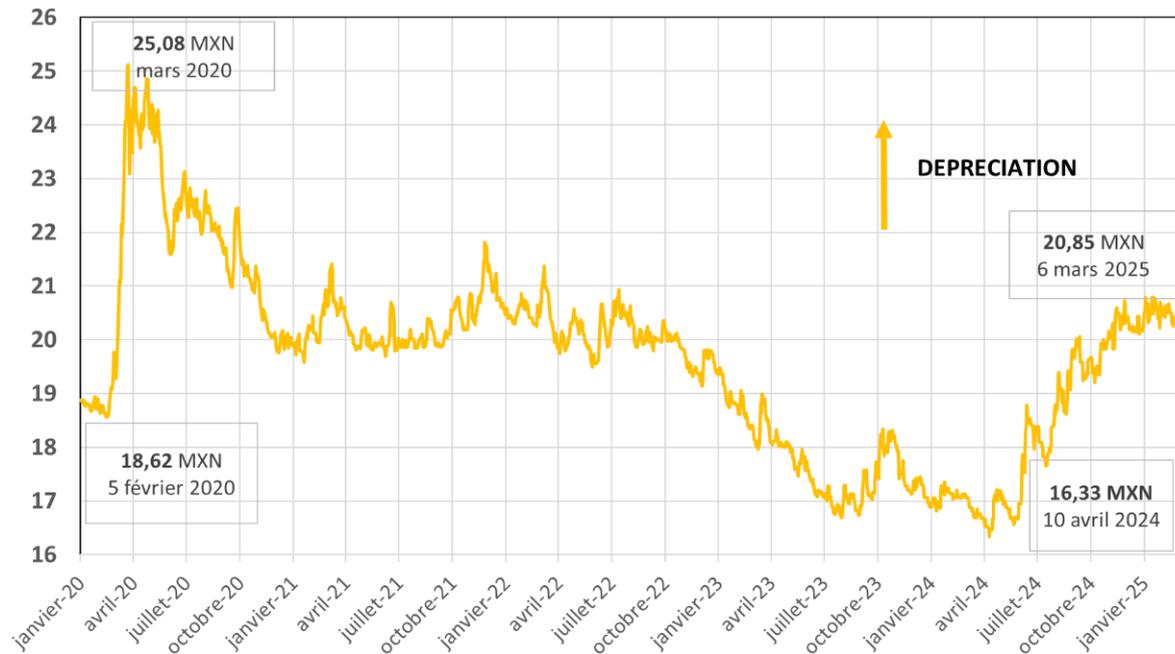


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

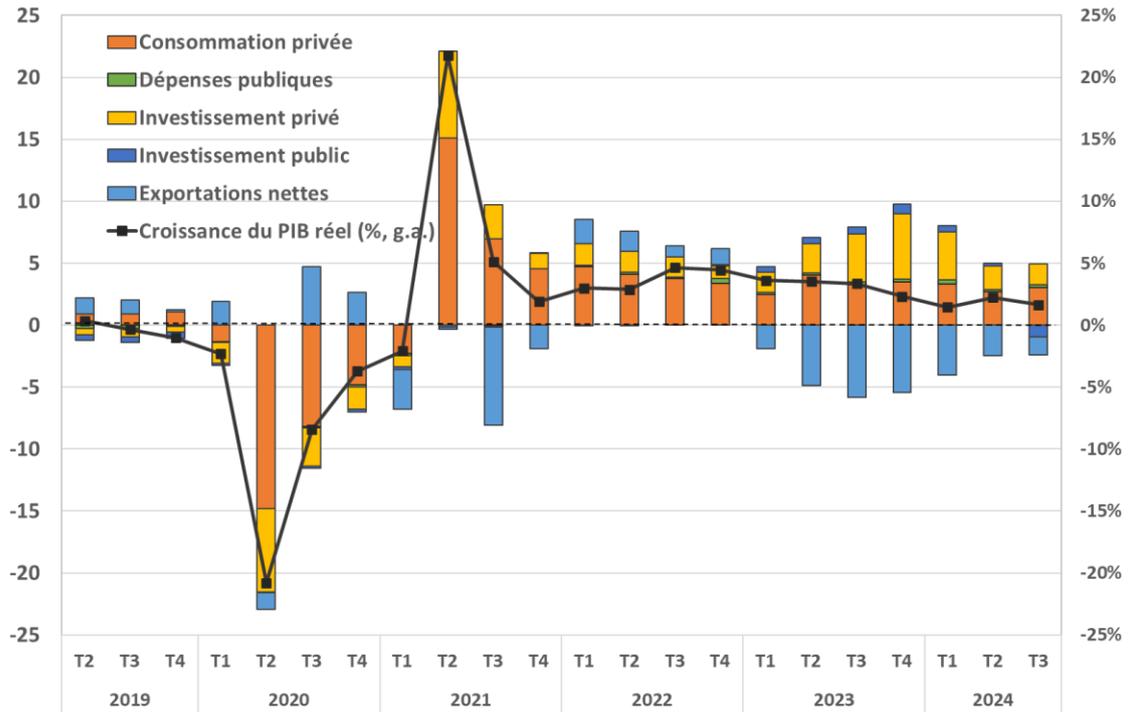
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

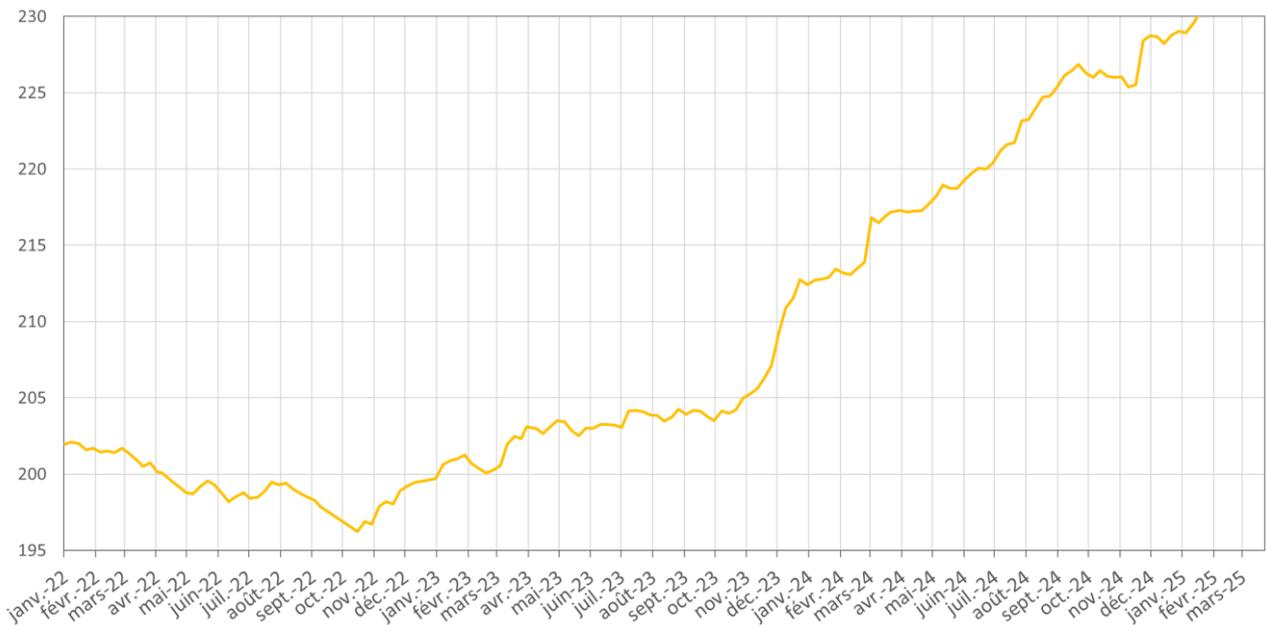
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr